



SYSTÈME D'ALERTE PRÉCOCE : QUELLE APPLICATION POUR L'AFRIQUE DE L'OUEST ?



Fidèle Abla Enongandé MANDJE, née à Atakpamé en 1986 au Sud du Togo. Elle y a passé son enfance et fait ses études secondaires. Après le Baccalauréat elle est rentrée à l'Université de Lomé où elle a eu une Maîtrise en Gestion des finances et contrôle en 2009. Après une année de travail au poste de gestionnaire financière à l'ONG InterAfrica Togo, elle a été recrutée à WANEP-Togo en Juin 2011 comme gestionnaire comptable sur le projet « Dialogue sur l'extraction du phosphate au Togo ». Parallèlement à ce travail de gestionnaire comptable à WANEP-Togo, elle a développé des compétences dans la mise en place des mécanismes d'alerte précoce et de gestion des risques.

C'est ainsi qu'elle s'est vue confier la mission d'assistante à la Chargée du programme d'Alerte précoce depuis Février 2013. C'est à ce titre que nous nous sommes assis avec elle à Lomé en septembre 2013 afin d'évoquer les enjeux et problématiques de la mise en œuvre du système d'alerte précoce en Afrique de l'ouest et au Togo en particulier.

fidemandje@yahoo.fr

Pouvez-vous vous présenter et nous dire quelques mots sur le West Africa Network for Peace building, l'Organisation au sein de laquelle vous évoluez ?

Le West Africa Network for Peacebuilding est une organisation sous-régionale de la société civile créée et présente dans les 15 États de la CEDEAO et travaillant dans le domaine de la prévention, la gestion, la résolution et la transformation des conflits et de l'édification de la Paix dont le Directeur Exécutif se nomme Mr Emmanuel BOMBANDE.

Comment peut-on qualifier le mécanisme d'alerte précoce et de réponse rapide au TOGO ?

Il faut dire que le mécanisme d'alerte précoce et de réponse rapide n'est pas exécuté ou appliqué spécifiquement pour le TOGO. Pour le moment nous évoluons avec le système ECOWARN (ECOWAS Early Warning and Response Network) qui est le système d'alerte précoce mis en place au niveau de la CEDEAO. Avec ce système, nous nous limitons à envoyer les alertes, à produire les rapports de sécurité et d'analyse hebdomadaire, mensuels et trimestriels que nous envoyons au Bureau Régional de WANEP et au bureau d'alerte précoce et de réponse rapide de la CEDEAO qui se chargent eux de traiter ces informations et de voir comment et à quel moment donner des réponses.

Depuis combien de temps vous appliquez ce mécanisme au Togo ?

Au Togo nous appliquons ce mécanisme depuis 2007.

Et quel est votre rôle dans ce programme ?

WANEP-Togo, tout comme les autres WANEP de la sous-région est un point focal (société civile) de la CEDEAO pour le système d'Alerte précoce. Notre rôle à WANEP-Togo est d'observer la situation sécuritaire et sociopolitique du Togo, de collecter les informations, de les traiter afin qu'elles puissent être soumises dans le système en ligne mis en place par ECOWAS (www.ecowarn.org), et de produire des documents d'analyse et des rapports sécuritaires périodiques.

Combien de personnes travaillent pour vous à la collecte d'informations au Togo ?

À ce jour trois personnes alimentent le système au niveau de WANEP-Togo. Nous avons une chargée de programme d'alerte précoce ; une assistante du Programme et un analyste récemment formé qui lui, se chargera d'appuyer le fonctionnement en faisant des analyses sociopolitiques surtout lorsque le NEWS (National Early Warning System) sera effectif. En

effet après plus de dix années de collaboration avec la CEDEAO sur le système régional d'alerte précoce et de réponse rapide et malgré les succès enregistrés, certains défis se posent quant à l'efficacité du système. C'est alors que WANEP a pensé domestiquer le mécanisme en mettant en place un système national d'alerte précoce dans les 15 États de la CEDEAO pour relever les énormes défis entre autres :

- le défi des feedbacks et réponses
- le défi de faire participer plus d'acteurs
- le souci d'assurer un maillage du territoire
- le caractère "régional" des données qui intéressent ECOWARN
- le défi de disposer de bases de données au plan national pour étayer nos analyses

Au niveau du Togo, le NEWS n'est pas encore officiellement opérationnel, mais nous avons néanmoins identifié et recruté 15 moniteurs sur le terrain (issus des organisations de la société civile, du corps des enseignants et du monde des médias). Dans un futur proche ces moniteurs répandus sur l'étendue du territoire seront formés et seront donc capables de renseigner la plateforme NEWS (www.news.waneptogo.org) à partir de rapports d'incidents et de situation sur leur zone de couverture. Avec l'évolution du mécanisme et les résultats que nous aurons obtenus nous étudierons l'opportunité et la pertinence d'augmenter ou pas le nombre de ces moniteurs pour une couverture beaucoup plus large.

Est-ce que vous pouvez m'expliquer un peu comment le mécanisme a été créé, et quelle est son origine ?

WANEP croit fermement que la prévention des conflits, est avant tout une question collective, d'où son engagement assez poussé dans les mécanismes d'alerte et de réponse rapide. Pour institutionnaliser une culture de la prévention des conflits en Afrique de l'ouest par l'alerte précoce, WANEP a mis en place, en 1999, le Réseau Ouest Africain d'Alerte Précoce et de Réponse Rapide (West Africa Early Warning and Response Network) connu sous le diminutif de "WARN". À l'origine, le WARN a été un mécanisme régional piloté depuis le siège du réseau à Accra au Ghana. Démarré avec les pays du Bassin du fleuve Mano (Sierra Leone, Guinée, Libéria et Côte d'Ivoire), le mécanisme a pris progressivement de l'ampleur et son opérationnalisation s'est étendue, à partir des années 2000, à d'autres réseaux nationaux stratégiques actifs de l'Afrique de l'Ouest.

Impressionné par le dispositif et les résultats qui en étaient issus, la Communauté Économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) a signé, en 2002,

un protocole d'entente avec WANEP pour le renforcement des capacités en prévention des conflits dans la zone CEDEAO. L'un des buts de ce protocole d'entente est la mise en place et l'opérationnalisation du Economic Community of West African States Warning and Response Network, ECOWARN¹ (www.ecowarn.org) afin d'optimiser la prévention des conflits en Afrique de l'Ouest.

Depuis 2003, WANEP anime un bureau de liaison dans l'enceinte du Secrétariat de la CEDEAO à Abuja au Nigéria en vue de contribuer à une meilleure opérationnalisation du système.

Que peut-on dire du niveau du Togo par rapport aux autres pays ? Niveau intermédiaire, avancé ou un peu à la traîne ?

Nous faisons partie des pays du niveau avancé, puisque nous passons les alertes au moment opportun, nous soumettons convenablement les rapports d'incident et de situation et nous produisons également les documents et rapports d'analyse dans le temps. Par rapport à la soumission des rapports nous évoluons comme les autres pays, nous soumettons les rapports à temps et s'il y a des informations à envoyer nous les transmettons et nous suivons les étapes. Ainsi en cas d'incident, nous soumettons un rapport sur ce qui s'est passé sur le territoire, et qui a lien avec la sécurité et la stabilité sociopolitique. Nous soumettons également des rapports de situation qui font un peu la synthèse de tout ce qui s'est passé sur l'ensemble du territoire.

Comment fonctionne cette matrice, quels sont les éléments qui la composent et quels sont les procédures et processus des étapes pour conclure un rapport opérationnel ?

Cette matrice est d'abord composée de plusieurs acteurs. Ceux qui passent l'alerte (les points focaux, les ONGs, les institutions universitaires, des Organisations des Nations Unies); les analystes (chargés d'analyser les alertes passées et de décider de l'opportunité de donner une réponse rapide) et ceux qui définissent ou donnent la Réponse (président de la Commission de la CEDEAO, Conseil de Sécurité et de médiation, autorité des chefs d'État, Comité des chefs d'États-majors, Conseil des sages...).

Pour conclure un rapport opérationnel, les points focaux sont chargés d'observer, de vérifier et de rapporter tout événement sans importance excessive mais dont les conséquences peuvent être graves pour la situation de paix, dans les heures qui suivent son avènement, par le biais d'un rapport d'incident ou de

situation soumis dans le système. Ce sont ces rapports qui font l'objet d'analyse et qui permettent de produire plus tard les rapports sécuritaires mensuels ou trimestriels.

Ce mécanisme a-t-il été dupliqué au niveau de l'Union Africaine ou s'applique-t-il uniquement à la CEDEAO ?

Ce mécanisme est propre à la CEDEAO ; il n'a pas encore été dupliqué au niveau de l'Union Africaine ; Mais face aux réussites enregistrées à l'actif du mécanisme, l'Union Africaine a manifesté son intérêt de voir ce mécanisme s'appliquer dans d'autres régions de l'Afrique.

En termes de prise de décision, avez-vous réellement le sentiment que nos chefs d'État prennent des décisions rationnelles en fonction de vos rapports ou avez le sentiment d'être enfermé dans un système qui ne fait que produire papier et vent ?

Nous remarquons parfois, à la suite de certaines crises que des missions de la CEDEAO sont dépêchées dans notre pays pour la facilitation des dialogues ou pour étudier davantage certains problèmes. Nous supposons donc que ces missions font suite aux alertes que nous envoyons. Aussi du fait que le climat socio politique est relativement apaisé nous estimons que des actions se font en douce ; actions sur lesquelles nous n'avons pas forcément des informations. Néanmoins il faut reconnaître que le défi de la rapidité des réponses de la CEDEAO reste posé, ceci à cause de la lourdeur de la procédure à suivre pour réagir à une alerte.

Vous voulez donc dire qu'il y a une relation du bas vers le haut mais pas l'inverse ?

Oui pour le moment la relation est ascendante. Il n'y a pas de communication sur les réponses prises. Et les points focaux ne sont pas informés des réponses prises à la suite des alertes.

Êtes-vous satisfaite du fonctionnement de cette situation, et de la façon dont les autorités nationales s'impliquent ?

Nous apprécions l'initiative prise par la CEDEAO et l'effort fait pour assurer le fonctionnement du système. Beaucoup reste à faire cependant pour rendre davantage efficace le système. C'est pour cela même que le système NEWS est entrain d'être mis en place pour faire de la prévention des conflits une action locale et communautaire, en vue d'espérer plus de résultats et des réponses beaucoup plus rapides. Pour répondre à la deuxième partie de votre question je

1. Système d'Alerte Précoce et de Réponses Rapide de la CEDEAO

dirai que la manière dont le mécanisme fonctionne jusqu'alors ne permet pas aux autorités au niveau national ou local de s'impliquer réellement. Mais avec l'opérationnalisation du NEWS les autorités locales ainsi que tous les acteurs pourront effectivement jouer leur rôle.

Quelle est la relation de WANEP avec les autorités togolaises ?

Les autorités politiques, nous travaillons avec elles, dans une bonne collaboration simplement. Nous avons la chance d'être un réseau sous-régional, de ce fait nous jouissons d'une certaine crédibilité à l'égard de nos autorités. Aussi nos prises de position par rapport aux différents sujets et événements et notre approche rassurent ces autorités de notre impartialité. Et au-delà de cela, en collaboration avec le siège Régional de WANEP, nous octroyons parfois des bourses aux autorités politiques pour suivre des formations sur les thématiques liées à la paix. En 2012, il y a deux bourses qui ont été envoyées, une pour une représentante des médias publiques et l'autre pour un officier de police pour une formation à Abuja. Et pendant que je suis en train de faire cette intervention, il y a une autre officier de police qui suit un cours au centre Kofi Annan sur le Dialogue et la médiation du 2 au 6 septembre.

Est-ce qu'on peut dire que ce mécanisme a développé des capacités de résilience chez les pays qui sont membres ?

Je dirai plutôt que ce mécanisme a renforcé des capacités de résilience qui existaient déjà. Les communautés ont l'habitude de trouver des solutions à leurs problèmes même si ces solutions ne sont pas durables. Mais le ECOWARN et bientôt le NEWS, renforcent cette résilience en apportant les solutions demandées d'ailleurs.

Est-ce que vous avez quelque chose à dire par rapport aux autres pays Africains qui n'ont pas encore mis en place ce mécanisme ?

Tout ce que je peux dire est que c'est un mécanisme qui est assez intéressant et qui permet s'il est national (comme le NEWS) d'observer tout ce qui se passe sur l'étendue du territoire et d'impliquer tous les acteurs dans la définition des réponses. Il permet de collecter, d'analyser et d'interpréter les informations sur la sécurité humaine ; d'influencer les décisions au niveau local ou national en délivrant des alertes ; de favoriser les relations de collaboration avec / entre la société civile au niveau national, des groupes de réflexion nationaux, régionaux et internationaux sur les problématiques d'alerte précoce et de consolidation de la paix, de lier la réponse à l'alerte donnée et de promouvoir des approches proactives de prévention des conflits et de consolidation de la paix.

Merci beaucoup Fidèle et félicitations pour cet excellent travail dans la sous-région et au Togo en particulier.